

Art. 5. Onze Minister van Financiën, Onze Minister van het Brussels Gewest en Onze Staatssecretaris voor het Brussels Gewest zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 december 1987.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

De Minister van het Brussels Gewest,

F.-X. de DONNEA

De Staatssecretaris voor het Brussels Gewest,

J. BASCOUR

Art. 5. Notre Ministre des Finances, Notre Ministre de la Région bruxelloise et Notre Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 décembre 1987.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

Le Ministre de la Région bruxelloise,

F.-X. de DONNEA

Le Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise,

J. BASCOUR

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 88 — 52

5 NOVEMBRE 1987. — Décret relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région wallonne (1)

Le Conseil Régional Wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret s'applique aux associations de communes dénommées ci-après « intercommunales » dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région Wallonne.

Art. 2. Le siège social de l'intercommunale est établi dans une des communes associées, dans des locaux appartenant à l'intercommunale ou à une des personnes de droit public associées.

Art. 3. Les statuts de l'intercommunale doivent mentionner la possibilité, pour tout membre du Conseil d'administration des organes qui en émanent, et du Collège des Commissaires, de donner procuration à un autre membre du même organe et de la même catégorie.

Aucun membre ne peut être porteur de plus d'une procuration.

Art. 4. Le Conseil d'Administration de l'intercommunale peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel.

Art. 5. § 1^{er}. Sont soumis à l'approbation de l'Exécutif ou du Ministre qui celui-ci délègue :

1^o l'acte de constitution de l'intercommunale, les statuts de celle-ci et leurs annexes;

2^o toute modification aux statuts;

3^o les conventions relatives à des fournitures et à des services d'intérêt communal bien déterminés, conclues entre communes, entre intercommunales ou entre intercommunales et communes.

§ 2. Les décisions soumises à l'approbation sont exécutoires de plein droit si elles n'ont pas été improuvées dans les nonante jours de leur réception par l'autorité de tutelle, sauf pour les conventions définies au § 1^{er}, 3^o vis-à-vis desquelles ce délai est réduit à soixante jours. Toute décision d'improbation est motivée.

§ 3. La demande d'approbation de l'acte de constitution d'une intercommunale est accompagnée d'une note qui expose l'intérêt que l'association présente pour les communes concernées et qui commente les dispositions des statuts.

Art. 6. § 1^{er}. L'Exécutif Régional Wallon désigne un Commissaire de la Région auprès de l'ensemble des intercommunales parmi les fonctionnaires de l'administration régionale ayant au moins un grade de rang 15 et appartenant à la Direction générale des Pouvoirs locaux.

Le Commissaire de la Région assiste de plein droit aux réunions des organes des intercommunales. Il est averti de ces réunions en même temps que les membres de ces organes et reçoit la même documentation que ceux-ci. Il dispose des pouvoirs d'investigation nécessaires pour le contrôle des opérations de ces associations. Il peut prendre connaissance sur place de tous documents de l'association et demander tous renseignements utiles. Il peut confier l'exercice des missions prévues au présent alinéa à des fonctionnaires de son administration désignés par lui.

§ 2. L'Exécutif peut désigner, en outre, parmi les fonctionnaires de niveau 1 du Ministère de la Région Wallonne, un autre Commissaire de la Région auprès de chaque intercommunale.

Cet autre Commissaire dispose à l'égard de l'intercommunale où il est désigné des mêmes pouvoirs que ceux du Commissaire visé au § 1^{er}.

Il les exerce concurremment avec celui-ci.

(1) Session 1987-1988

Documents du Conseil. 142 (1986-1987). — Nos 1 à 18.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 21 octobre 1987. — Discussion. — Vote.

§ 3. Tout acte des organes de l'intercommunale qui viole la loi, le décret ou les statuts ou blesse l'intérêt général peut être suspendu par le Commissaire de la Région ou annulé par l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue. L'acte de suspension et l'arrêté d'annulation sont motivés; ils sont immédiatement notifiés à l'intercommunale.

§ 4. L'acte de suspension ou l'arrêté d'annulation doit intervenir dans un délai de trente jours prenant cours soit le jour de la réunion au cours de laquelle l'acte a été décidé, si le Commissaire de la Région y a assisté ou s'y est fait représenter, soit le jour de la réception du procès-verbal de la réunion lui notifié par l'intercommunale.

§ 5. En cas de suspension préalable, l'annulation doit intervenir dans un délai de quarante-cinq jours prenant cours comme il est dit au § 4.

Passé ce délai, l'acte suspendu devient définitif.

§ 6. Les délais visés aux §§ 4 et 5 sont portés de trente à cent cinquante jours et de quarante-cinq à cent quatre-vingt jours lorsqu'il s'agit des décisions de l'intercommunale approuvant les comptes annuels de l'association.

Art. 7. Lorsque le compte de résultats annuels accuse un déficit ou lorsque les interventions financières réclamées par l'intercommunale aux communes associées dans le but de couvrir les charges d'exploitation atteignent des montants anormalement élevés, l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue peut exiger de cette intercommunale le dépôt d'un plan d'assainissement.

Art. 8. L'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue peut, par arrêté motivé, désigner un Commissaire spécial lorsque l'intercommunale reste en défaut de fournir les renseignements et observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, règlements ou statuts ou par une décision de justice coulée en force de chose jugée.

Préalablement à l'envoi d'un Commissaire spécial, l'Exécutif ou le Ministre que celui-ci délègue doit :

1° adresser à l'intercommunale visée un avertissement écrit et motivé avec précision, expliquant ce qui est demandé à l'intercommunale, ou les mesures que cette dernière reste en défaut de prendre;

2° donner à l'intercommunale dans le même avertissement un délai déterminé et raisonnable pour répondre à la demande lui adressée, justifier son attitude, confirmer sa position ou prendre les mesures prescrites.

Le Commissaire spécial est habilité à prendre toutes les mesures nécessaires en lieu et place des organes de l'intercommunale, dans les limites du mandat qui lui a été donné par l'arrêté qui le désigne.

Art. 9. Dans l'article 12, alinéa 4 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, les mots « conformément à la loi du 1^{er} mars 1922 » sont remplacés par les mots « conformément à la loi du 22 décembre 1986 et au décret du Conseil Régional Wallon relatif aux intercommunales dont le ressort ne dépasse pas les limites de la Région Wallonne ».

Art. 10. Les actes pris par les intercommunales avant l'entrée en vigueur du présent décret restent soumis en ce qui concerne les avis, autorisations et approbations à donner par l'autorité de tutelle et les recours ouverts contre ces décisions, aux dispositions légales qui étaient en vigueur en la matière avant l'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 5 novembre 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif Régional Wallon, chargé des Technologies nouvelles,
des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi et des Classes moyennes pour la Région Wallonne,

A. DECLETY

Le Ministre du Logement et de la Tutelle pour la Région Wallonne,

A. DALEM

Le Ministre du Budget, des Finances et des Travaux subsidiés pour la Région Wallonne,

Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Vie rurale et de l'Eau
pour la Région Wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture pour la Région Wallonne,

D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 88 — 52

5. NOVEMBER 1987. — Dekret über die interkommunales Vereinigungen, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, die Exekutive, sanktionieren es :

Artikel 1. Das Dekret findet auf die unten « Interkommunalen » genannten Gemeindeverbände, Anwendung deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet.

Art. 2. Die Interkommunale hat ihren Sozialsitz in einer der angeschlossenen Gemeinden und in Räumen, die der Interkommunale oder einer der angeschlossenen Personen öffentlichen Rechts gehören.

Art. 3. Die Satzung der Interkommunale erwähnt das Recht, für jedes Mitglied des Verwaltungsrats der Organe, die davon ausgehen, und für jedes Mitglied des Kommissarenkollegiums, einem anderen Mitglied desselben Organs und derselben Kategorie eine Vollmacht zu erteilen.

Kein Mitglied darf mehr als eine Vollmacht haben.

Art. 4. Der Verwaltungsrat der Interkommunale kann einen oder mehrere Personalbeauftragten umfassen.

Art. 5. § 1. Die Errichtungsurkunde der Interkommunale, ihre Satzung und deren Anlagen;

2. jede Satzungsabänderung;

3. die Verträge über Lieferungen und bestimmte Dienste, die ein Interesse für die Gemeinde darstellen, die zwischen Gemeinden, zwischen Interkommunalen oder zwischen Interkommunalen und Gemeinden abgeschlossen werden,

bedürfen der Genehmigung der Exekutive oder des von dieser bevollmächtigten Ministers.

§ 2. Die Entscheidungen, die der Genehmigung bedürfen, sind von Rechts wegen vollstreckbar, falls sie binnen neunzig Tagen nach ihrem Empfang durch die Aufsichtsbehörde nicht abgelehnt worden sind, mit Ausnahme der in § 1, Punkt 3 erwähnten Verträge, für welche diese Frist auf sechzig Tage reduziert wird. Jede Ablehnungsentscheidung ist zu begründen.

§ 3. Dem Antrag auf Genehmigung der Errichtungsurkunde einer Interkommunale wird eine Notiz beigefügt, in der das Interesse, das der Verband für die betroffenen Gemeinden darstellt, dargelegt wird und in der die Satzungsbestimmungen erläutert werden.

Art. 6. § 1. Innerhalb von den Beamten der Regionsverwaltung, die wenigstens den Rang 15 haben und die der Allgemeinen Direktion der örtlichen Behörden angehören, bestellt die Wallonische Regionalexekutive einen Regionskommissar bei sämtlichen Interkommunalen.

Der Regionskommissar wohnt den Versammlungen der Organe der Interkommunalen von Rechts wegen bei. Er wird über diese Versammlungen gleichzeitig mit den Mitgliedern dieser Gremien verständigt und erhält die gleichen Dokumenten wie diese. Er verfügt über die Ermittlungsbefugnisse, die zur Kontrolle der von diesen Verbänden getroffenen Massnahmen notwendig sind. Er darf alle Unterlagen des Verbandes an Ort und Stelle einsehen und um alle nützlichen Auskünfte bitten. Es steht ihm zu, durch ihn bezeichnete Beamte seiner Verwaltung mit der Wahrnehmung der in diesem Absatz vorgesehenen Aufgaben zu betrauen.

§ 2. Ferner kann die Exekutive einen anderen Regionskommissar innerhalb von den Beamten der Dienststufe 1 des Ministeriums der Wallonischen Region bei jeder Interkommunale bestellen.

Der Interkommunale gegenüber, wo er bestellt worden ist, verfügt dieser andere Kommissar über die gleichen Befugnisse wie der in § 1 bezeichnete Kommissar.

Er übt diese Befugnisse mit gleichen Ansprüchen aus.

§ 3. Jegliche Handlung der Organe der Interkommunale, die gegen das Gesetz, das Dekret oder die Satzung verstösst oder das Allgemeininteresse beeinträchtigt, kann vom Regionskommissar aufgehoben oder von der Exekutive, oder dem von dieser bevollmächtigten Minister annulliert werden. Die Aufhebungsurkunde und der Annullierungserlass müssen begründet werden; sie sind der Interkommunale umgehend zuzustellen.

§ 4. Die Aufhebungsurkunde oder der Annullierungserlass sollen innerhalb einer Frist von dreissig Tagen zugestellt werden, die entweder ab dem Tag der Versammlung, bei der die Handlung entschieden worden ist, falls der Regionskommissar anwesend oder vertreten war, oder ab dem Tag der Entgegennahme des ihm durch die Interkommunale zugestellten Versammlungsprotokolls gilt.

§ 5. Bei voraufgehender Aufhebung muss die Annullierung innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen, die gemäss § 4 gilt, zugestellt werden. Nach dieser Frist wird die aufgehobene Handlung endgültig.

§ 6. Wenn es um die Entscheidungen geht, bei denen die Jahresrechnung des Verbandes genehmigt werden, werden die in §§ 4 und 5 erwähnten Fristen von dreissig auf hundertfünfzig Tage und von fünfundvierzig auf hundertachtzig Tage verlängert.

Art. 7. Wenn die Jahresrechnung einen Minus verzeichnet, oder wenn die von der Interkommunale den angeschlossenen Gemeinden zwecks Deckung der Betriebslasten angeforderten finanziellen Beteiligungen aussergewöhnlich hohe Beträge erreichen, kann die Exekutive oder der von dieser bevollmächtigte Minister die Anmeldung eines Sanierungsplans von dieser Interkommunale abverlangen.

Art. 8. Wenn die Interkommunale auf die Anträge auf Auskünfte und Bemerkungen oder auf Durchführung der durch die Gesetze, die Dekrete, die Verordnungen oder die Satzung bzw. durch rechtskräftige Gerichtsentscheidungen angeordnete Massnahmen nicht reagiert, kann die Exekutive oder der von dieser bevollmächtigte Minister durch begründeten Erlass einen Sonderkommissar ernennen.

Von der Entsendung eines Sonderkommissar soll die Exekutive oder der von dieser bevollmächtigte Minister :

1° an die betroffene Interkommunale eine schriftliche und genau begründete Verwarnung richten, in der erläutert wird, was von der Interkommunale verlangt wird, oder in der die Massnahmen, mit denen diese im Verzug ist, angegeben sind;

(1) Sitzung 1987-1988

Unterlagen des Rates. — 142 (1986-1987). — Nrn 1 bis 8.

Ausführliches Protokoll. — öffentliche Sitzung vom 21. Oktober 1987. — Besprechung. — Abstimmung.

2° der Interkommunale in derselben Verwarnung eine bestimmte und angemessene Frist anberaumen, damit sie dem an sie gerichteten Antrag Folge leisten, ihr Verhalten rechtfertigen, ihre Stellungnahme bestätigen oder die vorgeschriebenen Massnahmen ergreifen kann.

Im Rahmen des Mandats, das ihm durch den Erlass, durch den er bestellt wurde, verliehen worden ist, ist der Sonderkommissar ermächtigt, alle notwendigen Massnahmen anstelle der Organe der Interkommunale zu ergreifen.

Art. 9. In Artikel 12, Absatz 4 des Wallonischen Raumordnungs- und Städtebaugesetzbuches werden die Wörter « gemäss dem Gesetz vom 1. März 1922 » durch die Wörter « gemäss dem Gesetz vom 22. Dezember 1986 und dem Dekret des Wallonischen Regionalrates über die Gemeindeverbände, deren Gebiet die Grenzen der Wallonischen Region nicht überschreitet » ersetzt.

Art. 10. Was die Stellungnahmen, die Erlaubnisse und die Genehmigungen, die von der Aufsichtsbehörde abzugeben sind sowie die gegen diese Entscheidungen offenstehenden Rechtsmittel betrifft, bleiben die von den Interkommunalen angeordneten Handlungen den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets auf diesem Gebiet geltenden Gesetzbestimmungen unterworfen.

Verkünden dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Brüssel, am 5. Oktober 1987.

Der Ministerpräsident der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister des Wirtschaftswesens, der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

A. DECLETY

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Subventionierten Arbeiten für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wassers für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister des Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 88 — 52

5 NOVEMBER 1987. — Decreet betreffende de intercommunale verenigingen waarvan het rechtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangekondigt en, Wij Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet is van toepassing op de verenigingen van gemeenten hierna genoemd « Intercommunale verenigingen » waarvan het rechtsgebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van de intercommunale vereniging wordt gevestigd in één van de verenigde gemeenten in lokalen behorende tot één van de verenigde publiekrechtelijke rechtspersonen.

Art. 3. De statuten van de intercommunale vereniging moeten vermelden de mogelijkheid voor ieder lid van de Raad van Beheer van de organen die eruit voortkomen, of van het College der Commissarissen, volmacht te geven aan een ander lid van hetzelfde orgaan en van dezelfde categorie.

Geen enkel lid mag houder zijn van meer dan één procuratie.

Art. 4. De Raad van Beheer van de intercommunale vereniging kan één of verschillende afgevaardigden van het personeel omvatten.

Art. 5. § 1. Worden onderworpen ter goedkeuring van de Executieve of van de door haar afgevaardigde Minister :

1° de oprichtingsakte van de intercommunale vereniging, haar statuten en de bijlagen ervan;

2° iedere wijziging in de statuten;

3° de overeenkomsten betreffende bepaalde leveringen en diensten van gemeentelijk belang afgesloten tussen gemeenten, tussen intercommunale verenigingen of tussen intercommunale verenigingen en gemeenten.

§ 2. De ter goedkeuring onderworpen beslissingen worden van rechtswege uitvoerbaar verklaard indien zij niet binnen negentig dagen na hun ontvangst door de toezichtverheid afgekeurd werden, behalve voor de in § 1, 3° bepaalde overeenkomsten waarvoor die termijn tot zestig dagen beperkt is. Iedere afkeuringsbeslissing wordt met redenen omkleed.

(1) *Zitting 1987-1988*

Stukken van de Raad. — 142 (1986-1987). — Nrs. 1 tot 18.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 21 oktober 1987. — Bespreking. — Stemming.

§ 3. De aanvraag tot goedkeuring van de oprichtingsakte van een intercommunale vereniging wordt vergezeld van een nota die het belang voorlegt dat de vereniging voor de betrokken gemeenten voorstelt en die de bepalingen van de statuten uitlegt.

Art. 6. § 1. De Waalse Gewestexecutieve wijst onder de ambtenaren van het gewestelijk bestuur die houder zijn van een graad van ten minste rang 15 en behorende tot de Algemene Directie van de Lokale Besturen een Commissaris van het Gewest bij alle intercommunale verenigingen aan.

De Commissaris van het Gewest woont van rechtswege de vergaderingen van de organen van de intercommunale verenigingen bij. Hij wordt voor die vergaderingen gewaarschuwd tegelijkertijd de leden van die organen en bekomt dezelfde dokumentatie als hen. Hij beschikt over rechten van onderzoek voor de controle van de operaties van die verenigingen. Hij kan ter plaats kennis nemen van alle dokumenten van de vereniging en alle nodige inlichtingen vragen. Hij kan de uitvoering van de in dit lid voorziene opdrachten aan de door hem aangewezen ambtenaren van zijn bestuur vertrouwen.

§ 2. De Executieve kan bovendien onder de ambtenaren van niveau 1 van het Ministerie van het Waalse Gewest een andere Commissaris van het Gewest bij iedere intercommunale vereniging aanwijzen.

Die andere Commissaris beschikt ten opzichte van de intercommunale vereniging waarin hij aangewezen wordt, over dezelfde bevoegdheden als die van de in § 1 bedoelde Commissaris.

Hij voert die bevoegdheden tegelijk met hem uit.

§ 3. Iedere handeling van de organen van de intercommunale vereniging in overtreding met de wet, het decreet of de statuten of die het algemeen belang schaadt, kan door de Commissaris van het Gewest opgeschort worden of door de Executieve of de door haar afgevaardigde Minister vernietigd worden. De schorsingsakte of het vernietigingsbesluit worden met reden omkleed; zij worden onmiddellijk aan de intercommunale vereniging betekend.

§ 4. De schorsingsakte of het vernietigingsbesluit moet genomen worden binnen dertig dagen met ingang van hetzij de dag van de vergadering tijdens dewelke de handeling wordt besloten indien de Commissaris van het Gewest die vergadering bijwoonde of zich daar liet vertegenwoordigen, hetzij de dag van de ontvangst van notulen van de vergadering die hem door de intercommunale vereniging werd betekend.

§ 5. Bij voorafgaande schorsing moet de vernietiging genomen worden binnen een termijn van vijfenveertig dagen die aanvangt als vermeld in § 4. Na het vervallen van die termijn wordt de opgeschorte handeling definitief.

§ 6. De in §§ 4 en 5 bedoelde termijnen worden van dertig tot honderd vijftig dagen en van vijfenveertig tot honderd tachtig dagen gebracht wanneer het om beslissingen van de intercommunale vereniging ter goedkeuring van de jaarlijkse rekeningen van de vereniging gaat.

Art. 7. Wanneer de jaarlijkse resultatenrekening een verlies toont of wanneer de financiële tegemoetkomingen verlaagd door de intercommunale vereniging aan de gemeenten verenigd met het oog op de dekking van de exploitatielasten abnormaal hoge bedragen bereiken, mag de Executieve of de door haar afgevaardigde Minister van die intercommunale vereniging de afzetting van een zuiveringsplan opeisen.

Art. 8. De Executieve of de door haar afgevaardigde Minister mag bij gemotiveerd besluit een bijzondere Commissaris aanwijzen als de intercommunale vereniging de gevraagde inlichtingen of observaties niet levert of de door de wetten, decreten, reglementen of statuten, of door een rechterlijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, voorgeschreven maatregelen niet uitvoert.

Voor het zenden van een bijzondere Commissaris moet de Executieve of de door haar afgevaardigde Minister :

1° aan de bedoelde intercommunale vereniging een schriftelijke en nauwkeurig gemotiveerde verwittiging richten die uitlegt wat aan de intercommunale vereniging gevraagd is of de maatregelen die zij in gebreke blijft te nemen;

2° aan de intercommunale vereniging in dezelfde verwittiging een bepaalde en redelijke termijn geven om aan de aanvraag te beantwoorden, haar stand te verantwoorden, haar houding bevestigen of de voorgeschreven maatregelen te nemen.

De bijzondere Commissaris wordt gemachtigd alle nodige maatregelen te nemen rechtens de organen van de intercommunale vereniging binnen de perken van de opdracht die hem werd toevertrouwd bij het besluit dat hem aanwijst.

Art. 9. In artikel 12, vierde lid van het Waalse Wetboek van Ruimtelijke Ordening en Stedebouw worden de woorden « overeenkomstig de wet van 1 maart 1922 » vervangen door de woorden « overeenkomstig de wet van 22 december 1986 en van het decreet van de Waalse Gewestraad betreffende de intercommunale verenigingen waarvan het gebied de grenzen van het Waalse Gewest niet overschrijdt ».

Art. 10. De handelingen genomen door de intercommunale verenigingen vóór de inwerkingtreding van dit besluit blijven wat de adviezen, vergunningen en goedkeuringen te geven door de toezichtoverheid en de verhalen geopend tegen die beslissingen betreft, onderworpen aan de wettelijke bepalingen die op die gebied voor de inwerkingtreding van dit decreet van kracht waren.

Bekrachtigen dit decreet en bevelen dat hij in het *Belgisch Staatsblad* zou bekendgemaakt worden.

Brussel, 5 november 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Economie, Tewerkstelling en Middenstand,

A. DECLETY

De Minister van het Waalse Gewest voor de Huisvesting en het Toezicht,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken,

Ch. AUBECQ

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor het Leefmilieu en de Landbouw,

D. DUCARME